

FESTIVAL D'OPINIONS

Migration :

Peut-on accueillir toute
la ~~misère~~ / richesse du monde ?

12^{EME} ÉDITION



18 au 20 octobre 2019

au centre de vacances Voilco/Aster
à Saint Priest de Gimel, Corrèze (19)

**L'APPEL DE
CORRÈZE,
UN APPEL POUR
L'HOSPITALITÉ**



Le mot de Eric FAVEY,

Vice-Président de la LIGUE de l'enseignement

Un appel pour l'hospitalité

« Agis en ton lieu, pense avec le monde » Edouard Glissant

Près de 97% de la population sur la planète Terre vit dans le pays où elle est née.

Mais plusieurs dizaines de millions de nos sœurs et frères en humanité sont contraints chaque année de fuir leur pays : à cause des guerres, des dictatures, de la famine, des catastrophes naturelles, des menaces qui pèsent sur elles. Ce sont des exilé·e·s.

Ce ne sont pas les mêmes raisons qui ont poussé les 3 millions de français.es à partir vivre hors de notre pays.

Force est de constater que les conditions d'accueil des exilé·e·s, demandeurs d'asile et réfugié·e·s en France comme dans de nombreux autres états d'Europe se sont dégradées depuis 30 ans.

Pour beaucoup d'entre eux , c'est un parcours fait de suspicion permanente, de parcours kafkaïens, de peurs, de souffrances, de précarité, d'atteinte à leur dignité. C'est un parcours bien loin des informations tronquées, des chiffres manipulés, des raccourcis mensongers, des discours de haine recuite à l'égard de « l'étranger ».

Pourtant le droit international, notre droit national et les principes humanistes qui le fondent devraient leur garantir un accueil protecteur et humain tout simplement. D'autant que nous en avons les moyens, à l'inverse des pays les plus pauvres dans lesquels plus de 85% des exilé·e·s ont trouvé un refuge provisoire et souvent contraint et dangereux.

Cette situation a fait naître de beaux élans de mobilisation d'habitants dans de nombreux départements, et ici en Corrèze, avec La LIGUE de l'enseignement Nouvelle Aquitaine. Des citoyen·nes des villes et des villages ne se résignent pas à la vue de ces hommes, ces femmes et ces enfants qui vivent parfois à la rue, qui tremblent face à des démarches administratives opaques, qui peinent avec une langue qu'ils aimeraient bien apprendre, qui attendent dans l'angoisse le sésame d'un statut.

Alors les réseaux d'accueil se créent, les appartements solidaires se rénovent, les ateliers linguistiques se multiplient, les associations s'ouvrent aux cultures et aux arts venus d'ailleurs, les réseaux d'accompagnement viennent compléter le travail obstiné des organisations spécialisées qui débrouillent les situations et préparent les dossiers de demandes d'asile, soutiennent et encouragent.

Ces réseaux et ces organisations agissent mais interpellent aussi les pouvoirs publics.

C'est le sens des propositions formulées par les JNAE. Nourris de leurs pratiques, de leurs échanges et de leurs consciences citoyennes, les jeunes rassemblés aux JNAE ont entendu et aussi vécu les situations de l'exil et de l'asile. Ils en ont tiré des propositions pour un accueil plus humain, plus juste, plus digne, à notre portée. Des propositions pour les territoires où ils vivent, étudient, travaillent. Des propositions pour que la France et ses institutions et services publics fassent progresser leurs politiques et pour que l'Europe arrête de se barricader ? De se clôturer. Au risque d'étouffer dans son indifférence, de corrompre ses fondements démocratiques et solidaires.

C'est cela le sens de l'appel des jeunes réunis aux JNAE. Celui d'une Corrèze et d'une région accueillantes et hospitalières. Parce qu'ils refusent l'inhumanité. Parce que l'hospitalité est le cœur battant de l'humanité qui continue sa marche.

Présentation de la LIGUE de l'enseignement en région

Avec près de **30 000 associations** qui rassemblent des millions d'adhérent·e·s et d'usager·e·s et des centaines de milliers de bénévoles répartis dans les **102 fédérations départementales** en France, la **LIGUE de l'Enseignement** forme le plus grand réseau **d'éducation populaire**.

Elle rassemble toute la diversité associative qui se retrouve autour du **projet solidaire de l'éducation populaire**. Cette richesse ouvre des espaces de rencontres, de partage, d'échange, de coopération sans limite. Chaque fédération, appuyée par des ressources régionales et nationales, se fait forte de donner vie à ce réseau, de l'animer pour faire de cette diversité un levier d'actions collectives et ainsi faire mieux entendre la voix des associations et stimuler le développement associatif local.

La **LIGUE de l'Enseignement Nouvelle-Aquitaine** regroupe **12 fédérations départementales** qui agissent quotidiennement afin de participer et promouvoir une **société plus solidaire, égalitaire, tolérante**.

En cohérence avec les valeurs qu'elle défend, la **LIGUE de l'Enseignement** agit notamment dans les territoires dits sensibles ou prioritaires auprès des populations les plus fragilisées socialement, économiquement et culturellement. Elle donne ainsi l'opportunité aux citoyen·e·s d'aujourd'hui et de demain d'être de véritables acteur·trice·s de la société démocratique.

Dans le cadre de ses missions jeunesse, la **LIGUE de l'Enseignement Nouvelle-Aquitaine** organise des débats citoyens et des confrontations d'idées à l'occasion du **3^{ème} regroupement régional à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine « Les jeunes néo-aquitains s'engagent »**.

L'objectif est de favoriser le débat citoyen entre jeunes à l'occasion notamment de la 12^{ème} édition « Les Jeunes Néo-Aquitains s'engagent » durant lesquelles les jeunes échangent leurs points de vues sur la société actuelle, les confrontent, les font évoluer dans un processus démocratique mis en place par des jeunes pour des jeunes issus de la région Nouvelle-Aquitaine.

Présentation des JNAE

Un évènement d'éducation populaire organisé pour et par des jeunes

Avec la nouvelle région, les « Jeunes Aquitains s'Engagent (JAE) » sont devenus les « **Jeunes Néo-Aquitains s'Engagent (JNAE)** », mais cela n'a rien enlevé à l'esprit de cet évènement. Il s'agit toujours de mettre en œuvre un espace d'échanges et de débats, occupé exclusivement par des jeunes. En effet, les JNAE ont pour but de **valoriser les engagements des jeunes** au niveau régional, mais également de faire découvrir à d'autres jeunes des espaces d'engagement, de débattre sur des thématiques actuelles, de faire se rencontrer des élu·e·s, des expert·e·s et des jeunes.

Un tel espace est mis en œuvre par le **comité de pilotage** composé de jeunes (des volontaires en service civique, jeunes bénévoles, accompagné·e·s par des professionnel·le·s de la jeunesse issu·e·s de nos fédérations départementales), pour les jeunes (60 jeunes des 12 départements de la région Nouvelle-Aquitaine).

Pour cela, nous avons sollicité les réseaux d'éducation populaire, les missions locales, les centres sociaux, les structures d'information jeunesse (BIJ/PIJ/CRIJ), le réseau des volontaires en service civique, les établissements scolaires, etc.

Les jeunes du comité de pilotage (COPIL) s'engagent à être les encadrants des participant·e·s et prennent part à la mise en place du programme, à l'animation des diverses séquences de la manifestation. Cela induit, pour ces jeunes, l'apprentissage et le partage de techniques d'animation. Ils se rencontrent à 5 reprises de février à décembre, la dernière rencontre étant consacrée au bilan de l'évènement.

La **3^{ème} édition Nouvelle-Aquitaine** donne suite aux Jeunes Aquitains s'Engagent créé en 2007. Le but est d'y recueillir et porter la parole des jeunes sur divers thématiques sociétales.

Cette année, c'est le thème « **Migration** » qui a été retenu par le comité de pilotage. Un thème d'actualité au vu des attentes sociétales qu'il met en lumière.



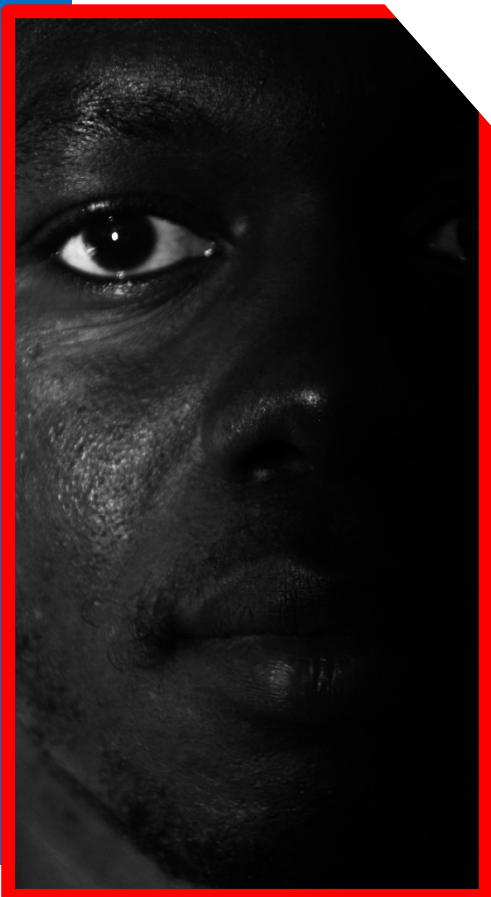
La **LIGUE de l'Enseignement**, l'union régionale de la Nouvelle-Aquitaine, et les membres du comité de pilotage des JNAE partagent une idée commune : Les migrations ont fait et font notre richesse, dans tous les sens du terme.

C'est dans cette démarche engagée et militante que les membres du comité de pilotage portent le projet et organisent ce **festival d'opinion**.

C'est donc aux jeunes citoyen.ne.s de toute la région qu'il sera donné l'opportunité de faire entendre leurs voix, d'échanger avec les acteur·trice·s engagé·e·s du territoire, de partager leurs opinions et expériences, d'émettre des propositions et ainsi de valoriser leur engagement.

TEMOIGNAGES DE PARTICIPANTS :

- « *Un week-end pour fraterniser autour d'un sujet d'actualité. »*
- « *Un super moment de partage avec des jeunes de la Région, de belles rencontres et de belles découvertes. »*
- « *Comme une expérience qui mériterait plus de visibilité. »*
- « *Un moment d'échange d'expérience propice au développement de projets pour les jeunes par les jeunes. »*



Programme de l'évènement

65 participants
Du 18 au 20 octobre 2019 :
3 jours d'échanges et de
débats

au centre de vacances Voilco/Aster
à Saint Priest de Gimel en Corrèze (19)



<https://www.voilco-aster.fr>

Vendredi soir

Arrivée des participants à **partir de 18h** :
accueil par les membres du COPIL, installation sur le site et repas convivial

Samedi matin

Présentation du week end, des membres du copil, de la Ligue de l'Enseignement, du projet, des attentes, des lieux.

Animations pour apprendre à se connaître.

Apport théorique, approche du thème du week-end :
Déconstruire le thème, les préjugés et prénotions, sous le forme de discussion en groupes avec une question générale :
« Pouvons-nous accueillir toute la richesse du monde ? ».

Samedi après-midi

Travaux de groupes (2h)
Temps d'échanges avec les élu·e·s et expert·e·s / élu·e·s associatifs (2h)
Restitution des échanges et propositions en plénière : un·e élu·e et un·e jeune présente les travaux réalisés pour chaque groupe

Samedi soirée

Soirée festive, animation musicale, jeux...

Dimanche matin

Un atelier de restitution sous la forme d'ateliers libres : en collectif ou en individuel. L'objectif est de faire ressortir des productions qui serviront à communiquer sur le week-end, à produire des éléments (artistiques, littéraires, des réflexions) qui pourra être diffuser par la suite.

Fin de l'évènement : 15h30

L'appel de Corrèze

65 jeunes étudiant·e·s, salarié·e·s, engagé·e·s dans le milieu associatif, volontaires en service civique, migrant·e·s, réfugié·e·s et demandeurs d'asile, venant de la région Nouvelle Aquitaine ont souhaité y prendre part.

Ils ont échangé, débattu et ont été force de proposition face aux élu·e·s, expert·e·s, associations et collectivités locales, départementales et nationales présent·e·s le samedi 19 octobre pour les soutenir dans leur démarche.

Parmi ces invité·e·s, nous retrouvons le CESER, les mairies de Peyrelevade (19), Uzerche (19) et Meymac (19), RESF, le MLAP 19, la LIGUE de l'Enseignement nationale, les fédérations de la ligue de l'Enseignement du Pas-de-Calais, des Landes, de Dordogne, de Haute-Vienne et de Corrèze, un Conseiller Départemental de Corrèze, la CIMADE, le TUCSS, le Service Habitat Jeunes de Tulle (19), Viltais, et la DDCSPP 19.

Animé·e·s par une force collective, et en écho à l'invitation d'Eric FAVEY, Vice-Président de la LIGUE de l'Enseignement, en charge de l'international, de l'urgence écologique et des migrations, **les participant·e·s se sont engagé·e·s à lancer l'Appel de la Corrèze pour l'hospitalité !**

Cet Appel des jeunes Néo-Aquitains impliqué·e·s dans le projet JNAE, est constitué de deux parties :

- des constats émergeant de situations rencontrées par les acteurs et actrices de terrain
- des propositions réfléchies par les participant·e·s aux JNAE et présentées aux acteurs présents.



Présentation des constats généraux

Trois thématiques principales se sont dégagées : intégration et inclusion des migrant·e·s sur le territoire, sensibilisation des acteurs et actrices en lien avec les migrant·e·s et respect des droits humains.

- Le premier constat à avoir émergé lorsque l'on a évoqué l'accueil des migrant·e·s a été celui du découragement des personnes les accompagnant, malgré un engagement remarquable. L'administratif est trop lourd et ne prend pas en compte l'aspect humain. L'Etat délègue l'accueil des migrant·e·s aux associations sans leur apporter un soutien suffisant. L'instabilité constante des personnes migrantes, liée à leur grande précarité (logement instable ou insalubre lorsqu'ils y ont accès, difficultés de se déplacer pour des rendez-vous obligatoires, séparation des familles, stigmatisation à la recherche d'emploi...), sont des obstacles réels à l'intégration des personnes arrivant sur notre territoire. Ajoutons à cela la complexité d'accès aux différents statuts et droits, et les acteurs de terrain ne se voient plus faire de l'insertion, mais mener bataille pour la survie d'êtres humains ; une bataille qui se vit à la fois au jour le jour (stigmatisation, discrimination et amalgames par les citoyens mais aussi par certains services de l'état), et sur le moyen et long terme par la lenteur des procédures et l'aspect temporaire des droits et statuts accordés. Au-delà de l'instabilité courante, cela pose un réel problème d'insécurité. L'accompagnement ne doit pas être limité aux aspects administratifs. Il ne s'agit pas de travailler avec des dossiers sur des migrant·e·s, mais bien avec des migrant·e·s sur leurs dossiers !
- D'autres points ont été abordés sur les dispositifs mis en place, comme par exemple les cours de Français pour primo-arrivant·e·s qui sont jugés très répétitifs, théoriques et dans l'ensemble pas assez longs et assez ouverts sur la pratique de la langue in situ, pour aboutir à un apprentissage du Français suffisant. Les moyens qui y sont détachés ne sont pas suffisants pour permettre l'apprentissage de la langue, élément essentiel pour l'insertion. L'isolement et le repli sur soi en découlent régulièrement.
- Enfin, pour en finir avec les freins les plus fréquents et délicats, l'application française du règlement de Dublin III* pose une question d'éthique et de pertinence. Comment pouvons-nous considérer que le pays d'attache d'une personne puisse être celui où il/elle a réussi à débarquer en vie ? Son histoire, ses souhaits, son combat s'arrêteraient donc au moment où il/elle pose un pied sur la terre ferme ? Cela expliquerait la non considération de l'Etat et de l'Union Européenne pour celle ou celui qui met sa vie en jeu pour fuir un pays dans lequel il/elle doit sa survie au fait que, aujourd'hui, la cible était quelqu'un·e d'autre. Lui offrir la possibilité d'entamer des démarches dans le pays de son choix améliorerait le processus d'intégration, mais aussi le « retour sur investissement » puisqu'il semble que ce soit ce qui motive les politiques migratoires à ce jour. Mettons également en lumière les pratiques indignes subies au quotidien. Du non droit à l'expression après arrestation, à la concentration des publics migrants, en passant par le manque d'accompagnement individuel et structuré, la difficultés d'accès aux soins sans statut de réfugié·e, et les fausses informations véhiculées par les médias, le questionnement relatif à l'accueil des migrant·e·s et le respect des droits humains restent hélas d'actualité.

Présentation des solutions proposées

Proposition 1 :

Améliorer l'enseignement du Français en ajoutant de la pratique. Une langue s'apprenant aussi par le contact avec les populations locales et les mises en situation, il est proposé de permettre aux personnes d'être logé-e-s avec des francophones pour pratiquer la langue, de favoriser le bénévolat et les stages en entreprise, dans les associations et d'organiser des rencontres en Français (Nous pourrions lancer une initiative par exemple : visiter un lieu culturel pour pouvoir échanger en français avec des français.es et des migrant-e-s.). Il est également nécessaire d'aborder, dans les cours, la culture Française pour mieux comprendre la langue. La langue semble être le meilleur outil pour communiquer, se connaître, se rapprocher et être en lien (hospitalité, lien d'accueil, d'humanité et de culture).

Proposition 2 :

Inciter les entreprises à embaucher les personnes migrantes. Les populations immigrées arrivent avec des bagages et des compétences, il est possible de les valoriser dans des métiers qui ne nécessitent pas une grande maîtrise du français.

Proposition 3 :

Améliorer les conditions de logement / hébergements. Certains centres de vacances sont vides pendant les périodes scolaires, pourquoi ne pas les mettre à disposition ? Proposer plus de centres d'accueils collectifs, diversifier les lieux d'accueils et les résidences, tout en limitant le nombre de personnes dans les mêmes appartements.

Proposition 4 :

Mettre en place une initiative de démocratie participative pour échanger avec les personnes accueillies, et les personnes en contact avec ces dernières. Impliquer l'avis citoyen dans les politiques migratoires. Il est primordial aussi de sensibiliser par les médias les élu-e-s et informer les citoyen-ne-s sur ce qui se passe, pour qu'ils/elles soient plus impliqué-e-s. Il est nécessaire que les associations fassent partie des instances de décisions et ne soient plus de simples prestataires. Tout ceci doit engendrer la mise en place d'une politique inclusive avec un véritable budget dédié à l'accueil et à des services publics accompagnant cet accueil.

Proposition 5 :

Prévoir un temps d'accueil dans les associations / collectivités / entreprises et permettre aux personnes de se libérer du temps, lorsqu'elles aident à l'apprentissage de la langue, aux démarches administratives, aux actions culturelles et ainsi contribuent à l'autonomie, à la socialisation et à l'épanouissement des migrant-e-s.

Proposition 6 :

Obtenir des aides sur les moyens de transport : développer des moyens de locomotion, rendre gratuits des transports dans les campagnes, aider au permis de conduire....

Présentation des solutions proposées

Proposition 7 :

Donner plus de droits aux exilé.es (Leur permettre d'avoir accès à l'apprentissage de la langue, d'avoir une activité salariée ou de réaliser un service civique,...) pendant le temps de la demande d'asile pour favoriser leur insertion et rompre leur isolement.

Proposition 8 :

Sensibiliser et déconstruire les préjugés sur les migrant.e.s et les réfugié.e.s qui circulent dans les médias et essentiellement sur les réseaux sociaux :

- Par l'éducation des enfants en classe et dans les activités de loisirs (dès le plus jeune âge et jusqu'à la fin de la scolarité en terminale) : lutte contre les discriminations et le racisme, lutte contre les préjugés et sensibilisation à la richesse qu'offre la diversité. L'organisation de l'école devrait mieux « intégrer » et véhiculer plus fortement encore les valeurs de laïcité.
- Au travers des actions culturelles et sportives qui favorisent les échanges.
- Par des actions en entreprises pour valoriser les capacités / compétences des migrant.e.s et valoriser la richesse qu'ils/elles peuvent apporter.
- Par les médias.
- Par la formation aux droits humains, en entreprise, à l'école, dans la rue (espace public), sans oublier les agents de l'Etat.

Proposition 9 :

S'assurer de la neutralité des médias du service public.

Proposition 10 :

L'inclusion ne peut se faire que par l'accessibilité aux droits fondamentaux que sont : l'accès à l'éducation, l'emploi, la mobilité, le logement, la nourriture, la santé. L'effort est à faire de la part de la France en garantissant d'office les mêmes droits à toutes les personnes sur le territoire :

- Un logement « stable »
- Une information sur leurs droits et devoirs fournie par des professionnel.le.s. Mise en place du Livret « *Guide de survie pour les femmes* » (en cours de construction par la Ligue de l'Enseignement de Charente-Maritime et les participant.e.s des JNAE)
- Un accompagnement et un suivi par des professionnel.le.s ou par des personnes ayant reçu une formation reconnue pour l'apprentissage de la langue française.
- Un emploi, même à temps partiel, pour une insertion dans le monde du travail.
- Des entreprises qui dégageraient, sur la base du volontariat des salarié.e.s, 1h de travail par semaine pour l'aide à l'apprentissage du français ou aux procédures administratives.
- Mise en place d'un visa universel d'une durée d'un an, dès l'arrivée de la personne sur le territoire avec un accompagnement social garantissant le logement, la nourriture, l'aide à l'accomplissement des formalités administratives et à l'insertion.
- Création d'un visa européen permettant à toute personne arrivant sur le territoire français de circuler sans restriction dans tous les pays européens.

Proposition 11 :

Soutien psychologique pris en charge pour toutes les personnes migrantes à l'arrivée si nécessaire.

Présentation des solutions proposées

Proposition 12 :

Mise en place d'outils numériques adaptés : une application ressource pour accompagner dans les démarches administratives, et une application d'écoute et d'accompagnement pour les personnes victimes de harcèlement, violences et discrimination.

Proposition 13 :

Accès à la santé pour tou.te.s les primo-arrivant.e.s :

- Former un corps médical compétent.
- Bilan de santé pris en charge.
- Impliquer les étudiant.e.s en Médecine dans l'accompagnement santé des migrant.e.s

Proposition 14 :

Créer une nouvelle manière d'identifier les compétences des personnes et de les valoriser. Un nouveau CV anonyme, évolutif tout au long de la vie, et reconnu et validé par des acteurs du milieu de l'emploi et de l'information. Exemple : *Open Badge*

Proposition 15 :

Soutenir les associations et les collectivités qui accueillent et accompagnent les migrant.e.s et leur permettre d'être acteurs.trices de leur cité.

Proposition 16 :

Rappeler le cadre de loi concernant les discriminations envers les migrant.e.s. Accompagner les réfugié.e.s à porter plainte et accélérer les procédures de prise en compte.

Proposition 17 :

Utiliser les outils de communication et de marketing pour diffuser largement et efficacement les informations sur les droits des migrant.e.s.

Proposition 18 :

Lois plus souples et plus flexibles sur la protection des migrant.e.s en situation de vulnérabilité.



Présentation des solutions proposées

Des interrogations et questionnements ont également émergé. Elles sont destinées aux politiques, desquels dépendent leur mise en place, et sont, par conséquent, restées au stade de suggestions. Cependant, les personnes présentes aux JNAE ont souhaité interpeller les politiques sur ces sujets.

Interpellation 1 :

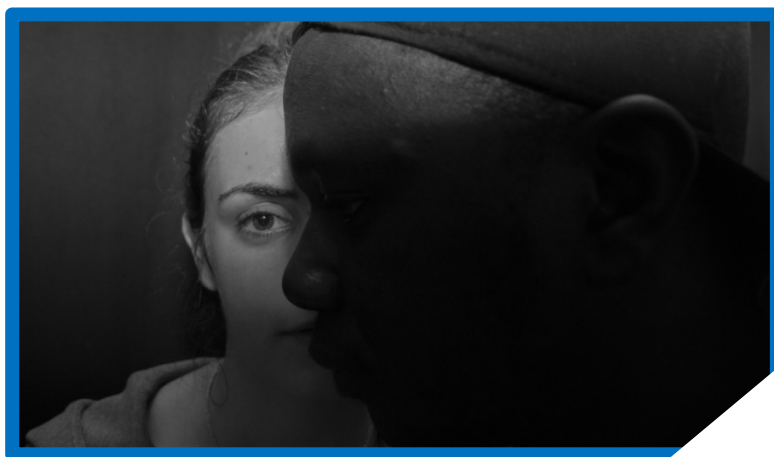
Réfléchir à une méthode plus actuelle, plus rapide, plus éthique et réellement pertinente que le test osseux pour prouver l'âge des migrant·e·s.

Interpellation 2 :

Parvenir à plus de cohérence dans les démarches administratives : les migrant·e·s n'ont pas accès au matériel informatique nécessaire à tout protocole et demande officielle. De plus, cela ne favorise pas le lien social et va à l'encontre de la volonté d'insertion.

Interpellation 3 :

Les associations sont un partenaire indéfectible de l'accueil des migrant·e·s. Néanmoins, l'Etat doit conserver les moyens de faire ce qui relève de sa compétence et soutenir les acteurs et actrices à la hauteur des besoins.

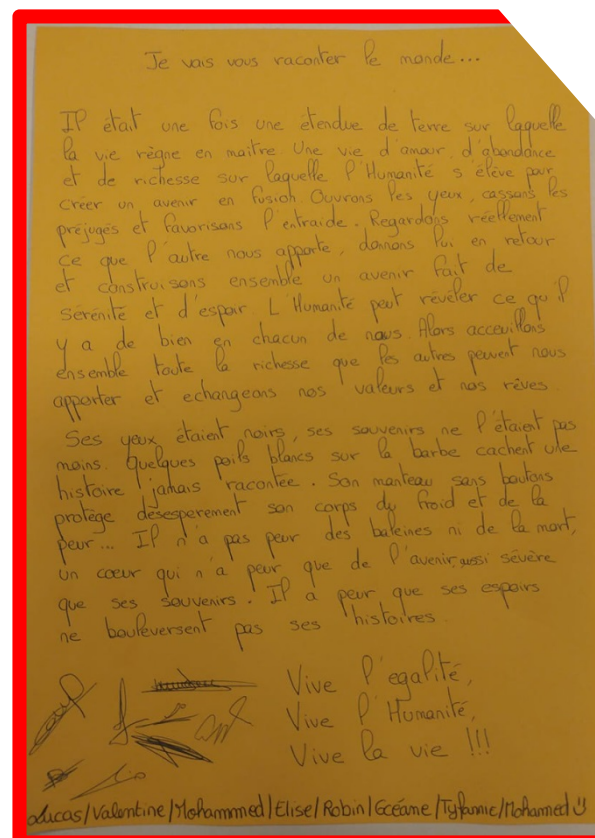


Productions des jeunes

Dessine le monde



Ecris le monde



Productions des jeunes

Raconte le monde (interview) :

<https://soundcloud.com/copil-jae/restitution-de-latelier-raconte-le-monde>

Je vais vous raconter le monde

Il était une fois une étendue de terre sur laquelle la vie règne en maître. Une vie d'amour, d'abondance et de richesse sur laquelle l'Humanité s'élève pour créer un avenir en fusion. Ouvrons les yeux, cassons les préjugés et favorisons l'entraide. Regardons réellement ce que l'autre nous apporte, donnons-lui en retour et construisons ensemble un avenir fait de sérénité et d'espoir. L'Humanité peut révéler ce qu'il y a de bien en chacun de nous. Alors accueillons ensemble toute la richesse que les autres peuvent nous apporter et échangeons nos valeurs et nos rêves.

Ses yeux étaient noirs, ses souvenirs ne l'étaient pas moins. Quelques poils blancs sur la barbe cachent une histoire jamais racontée. Son manteau sans boutons protège désespérément son corps du froid et de la peur...il n'a pas peur des baleines ni de la mort, un cœur qui n'a peur que de l'avenir aussi sévère que ses souvenirs. Il a peur que ses espoirs ne bouleversent pas ses histoires.

**Vive l'égalité,
Vive l'Humanité,
Vive la vie !!!!!**

Ecoute le monde (musique) :

<https://soundcloud.com/copil-jae/restitution-de-latelier-ecoute-le-monde>

Atelier musique : écoute le monde

Traverse les pays, trouve des papiers,
Déguste une pizza à Lampedusa
Solidaire pour mes frères, humains allant de pair,
J'engloutis les langues, cultures sous tous les angles,
Pas pour enchaîner tes sangles,
J'ai peur quand ça tangué...

La Méditerranée c'est de l'eau,
J'aurais préféré un grand bateau
La douane m'interpelle à la douceur d'un thé,
Ils m'ont caressé les ailes
Pour m'envoler dans une cage dorée



Jungle of emotion, desperate lion, I'm tired, please, don't take me to the zoo

Benvenue ! Welcome ! Willkommen ! Marhabaan bik ! Namaste ! Nodé ! Aloha !

Bienvenue !

En me promenant dans la montagne,
J'ai aperçu un animal sauvage,
En m'approchant, j'ai vu que c'était un homme,
En l'observant, j'ai vu que c'était mon frère.

Contacts

Facebook :

<https://www.facebook.com/jeunesaquitainsengagent>

Créée en 2012, la page est devenue la principale vitrine de cette manifestation, puisqu'elle est largement relayée sur les pages Facebook personnelles des participant·e·s, mais également sur les pages d'autres structures associatives, partenaires de la **LIGUE de l'enseignement**.

Twitter :

https://twitter.com/ligue_na?lang=fr

Le compte regroupe les dernières actualités et événements sur l'ensemble du territoire.

Le site internet :

<http://liguenouvelleaquitaine.org/>

Des informations sur la manifestation et le comité de pilotage y sont disponibles. La continuité de ce travail ainsi que le bilan, feront l'objet d'une prochaine mise à jour sur le site.

Les personnes ressources :

Rita Silva Varisco : rsilva@liguenouvelleaquitaine.org - 0674898000

Erwin Valentin evalentin@liguenouvelleaquitaine.org – 0638307668

LIGUE de l'enseignement Nouvelle-Aquitaine

33 rue Saint Denis
86000 POITIERS

Crédits photos : Eduardo Fernandes



**FORMER. INFORMER..
TRANSFORMER...!**

